news tank éducation & recherche

L'abonnement à News Tank Éducation & Recherche est payant, merci de respecter la propriété intellectuelle et de ne pas transférer cet article sans autorisation préalable de News Tank Éducation & Recherche.

France Universités : « Ce qui pourrait faire sortir de la crise, c'est la réforme des bourses » (L. Adoui)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Interview n°461328 - Publié le 19/11/2026 à 11:36

Imprimé par - abonné # - le 25/11/2026 à 11:44



« Nous saluons le courrier du Premier ministre adressé aux présidents d'université qui reconnaît notre engagement et notre travail sur le terrain, mais ce qu'on souhaite aujourd'hui, c'est une sortie de crise. Ce qu'on attend, ce sont des actes », déclare Lamri Adoui, président de France Universités, à News Tank, le 18/11/2026.

Il voit dans la réforme des bourses un moyen de sortir de la crise. « Même s'il y a eu des annonces de places supplémentaires ou de moyens pour l'immobilier, pour que les étudiants mobilisés acceptent d'arrêter, il leur faudra une petite victoire. Cette réforme serait symbolique, mais pas seulement, c'est une promesse depuis plusieurs années maintenant, et c'est un vrai levier pour répondre aux enjeux de précarité. »

Alors qu'un certain nombre de sites universitaires restent bloqués, il indique : « Les présidentes et présidents ont

souffert, et souffrent encore, d'une certaine invisibilité, car dans les médias nationaux, le mouvement a beaucoup été présenté comme un mouvement lycéen. Ils ont donc l'impression d'être un peu seuls pour gérer la situation et le quotidien. » France Universités a mis en place une boucle WhatsApp pour échanger entre présidents, et proposé un appui psychologique pour ceux qui en auraient besoin.

Il revient aussi sur les annonces récentes du Gouvernement, dont les places supplémentaires en licence ou en formations de santé et la reconduction de l'enveloppe dédiée aux Comp (Contrat d'objectifs, de moyens et de performance) 100 % en 2027, ou encore sur la lettre ouverte de 90 chefs d'établissements adressée le 16/11 au Gouvernement et aux Parlementaires.

Défendre les sujets des moyens et de la place de la jeunesse dans la société

Avez-vous reçu des retours après la diffusion de votre lettre ouverte le 16/11/2026 adressée aux Gouvernement et parlementaires ? N'y a-t-il que les universités aujourd'hui pour appeler à passer de la peur à l'espoir ?

> « Cette prise de parole nous sort un peu de notre rôle »

On espère que non ! Nous n'avons pas encore eu beaucoup de retours, mais c'est encore tôt. Peut-être aussi parce que cette prise de parole nous sort un peu de notre rôle. Nous nous sommes mis un peu en surplomb en disant collectivement, il faut qu'on transforme cette campagne électorale en autre chose que de la peur, de la haine, ce qu'on a appelé un « spectacle permanent » sur lequel tout le monde réagit.

On a l'impression que si on ne fracture pas, si on ne sort pas de punchline, si on ne tape pas plus fort que l'autre sur la table, on ne compte pas. On aimerait voir des politiques, et pourquoi pas, des candidats à la présidentielle se joindre à nous, et être capables de porter cette vision-là.

Comment travaillez-vous sur les propositions de France Universités pour la présidentielle qui seront dévoilées le 16/12 ? La mobilisation des dernières semaines vous a-t-elle conduit à les adapter ?

La mobilisation ne change pas grand-chose sur le fond, car quand vous relisez toutes les communications de France Universités depuis plusieurs mois — voire des années —, nous avons toujours eu deux grands sujets : celui des moyens, sur lequel on continue de se mobiliser, dans le cadre du PLF (Projet de loi de finances) 2027. Et en même temps, celui de la place de la jeunesse dans la société.

Nous sommes bien placés, avec 1,8 million d'étudiants dans nos universités, pour nous rendre compte des enjeux autour de la précarité. Et cela nous renvoie à cette promesse de réforme des bourses sur la table maintenant depuis quatre ou cinq ans. Donc on ne peut pas dire qu'on est complètement surpris que cette question revienne sur le devant de la scène à la faveur de cette mobilisation.

Pour ce qui est de la méthode, nous avons prolongé un groupe de travail mis en place il y a un an pour préparer les municipales, autour d'une dizaine de présidents volontaires, et tous ceux qui le souhaitaient ont pu participer, avec des réunions régulières, d'abord hebdomadaires puis mensuelles.

Se posait seulement la question de la bonne temporalité pour les sortir. Nous l'avions envisagé à la rentrée 2026 puis pour notre colloque du 15/10 finalement annulé. Mais le paysage est encore trop flou pour ce qui est des candidats qui iront jusqu'au bout. C'est pourquoi nous avons décidé de prendre un peu plus de temps.

En attendant l'élection, il y a l'actualité marquée par cette mobilisation étudiante. Estimez-vous que les gouvernances sont suffisamment accompagnées ?

Les présidentes et présidents ont souffert, et souffrent encore, d'une certaine invisibilité. Dans les médias nationaux, le mouvement a beaucoup été présenté comme un mouvement lycéen, et on en parle de moins en moins avec la diminution du nombre de lycées bloqués. Or, pendant ce temps, les présidents constatent d'une façon absolument évidente qu'on a affaire à un mouvement étudiant.

> « Un peu seuls pour gérer la situation et le quotidien »

Ils ont donc l'impression d'être un peu seuls pour gérer la situation et le quotidien.
Les recteurs sont présents bien sûr, mais malgré toute la sympathie, l'amitié, la considération qu'ils peuvent témoigner, à la fin, ce sont les présidents qui prennent les décisions et en assument les conséquences, parfois lourdes.

Nous saluons bien évidemment le courrier du Premier ministre qui reconnaît notre engagement et le travail sur le terrain, mais ce qu'on souhaite aujourd'hui, c'est une sortie de crise. Ce qu'on attend, ce sont des actes.

Un certain nombre de présidents a reçu des menaces. Savez-vous combien ont demandé et obtenu la protection fonctionnelle ?

Nous n'avons pas cette information. Mais il y a effectivement des présidentes et des présidents qui sont vraiment attaqués, par des insultes, mais aussi par des prises à partie qui sont très violentes, ou des intimidations. Et certains présidents ont décidé de le faire savoir, mais d'autres préfèrent rester discrets. Dans tous les cas ce n'est pas simple.

Avez-vous mis en place une forme d'accompagnement du côté de France Universités ?

Nous avons fait deux choses. D'abord, nous avons créé une boucle WhatsApp des présidentes et présidents, de manière à la fois à se donner des infos, à pouvoir dire entre nous comment on gère telle ou telle situation, et nous soutenir. Cela crée un esprit de corps, car c'est rare comme situation d'avoir une crise aussi généralisée et durable. Par ailleurs, nous proposons à ceux et celles qui en auraient besoin un appui psychologique pour les accompagner, de façon anonyme.

Quelles réponses politiques permettraient aujourd'hui de sortir de la crise ?

Évidemment, il y a des personnes jusqu'au-boutistes qui réclament la suppression immédiate de Parcoursup, ou la création de 250 000 places dans le supérieur, et ce n'est pas possible.

Nous pensons que ce qui pourrait faire sortir de la crise, c'est la réforme des bourses. Car même s'il y a eu des annonces de places ou de moyens pour l'immobilier, pour que les étudiants mobilisés acceptent d'arrêter, il leur faudra une petite victoire. Ce serait symbolique, mais pas seulement, c'est une promesse depuis plusieurs années maintenant, et c'est un vrai levier pour répondre aux enjeux de précarité.

Le député EPR (Ensemble pour la République) Charles Sitzenstuhl vient justement de déposer une résolution pour finaliser cette réforme des bourses. Mais est-ce réaliste compte tenu de la situation budgétaire du pays ?

On continue de discuter, et de pousser en ce sens, parce que nous sommes convaincus qu'on ne s'en sortira pas autrement. Même si on comprend que ce n'est pas une décision facile à prendre, car elle engage l'avenir, alors que le Gouvernement actuel ne sera plus là dans six mois. Il faut sûrement, un peu comme Parcoursup, une première étape de la réforme des bourses dans le PLF 2027, et un plan pluriannuel pour la suite qui sera à la main du futur Gouvernement.

Avez-vous eu plus de précisions sur la répartition des 5 000 places en licence annoncées par le Premier ministre Sébastien Lecornu dans son courrier aux présidents et présidentes d'université du 10/11/2026 ?

La première chose, c'est que si ces 5 000 places sont créées, il va falloir qu'elles soient bien financées. Et à ce stade, on ne sait pas quelle enveloppe est prévue. Or, entre un financement à coût marginal et un financement à coût complet, ce n'est pas pareil… Par ailleurs, cela ne nous empêchera pas de continuer à réclamer des financements pour les formations qui existent déjà, et pour lesquelles nous accueillons 1,8 million d'étudiants.

> « Une négociation de chaque établissement »

Concernant la répartition, il nous semble que chaque site sait de quoi il a aujourd'hui le plus besoin. C'est ce que nous avons plaidé auprès du Premier ministre. Il faut donc une négociation de chaque établissement qui fasse éventuellement l'objet d'une contractualisation, puisque l'État en a fait un principe majeur de son dialogue avec les établissements.

Et pour ce qui est des 1 000 places en formation de santé ?

Cela nous semble très insuffisant pour couvrir les besoins liés à la transformation de la Pass (Parcours d'accès spécifique en santé) en licence portail santé à la rentrée 2027, que nous chiffrons à plusieurs milliers. Cela nous conduira à devoir diminuer les capacités d'accueil. Cela dit, nous avons aussi compris qu'il y aurait une autre enveloppe issue du PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) pour créer des places supplémentaires. Nous restons vigilants.

Vous parliez de contractualisation. Philippe Baptiste, ministre de l'Esre (Enseignement supérieur, recherche et espace), a annoncé que l'enveloppe des Comp à 100 % serait reconduite en 2027, alors que beaucoup plus d'établissements sont concernés. Est-ce une déception ?

France Universités n'a jamais été opposée aux Comp, car rendre des comptes sur notre stratégie à l'État tous les quatre ans, tracer une trajectoire, est un travail intéressant, d'autant plus quand on y associe des moyens.

> « Cela pose le problème de la confiance »

Ensuite, cela demande un gros travail, ne serait-ce que pour construire le diagnostic territorial, avec les collectivités, les entreprises, la société civile, puis pour aligner les organismes nationaux de recherche sur cette stratégie. Donc si, après tout ce travail, il n'y a rien, ou moins que le Comp 0,8 %, on a un problème - d'autant que les établissements de la vague 2 n'ont toujours pas touché la troisième année du Comp 0,8 % et je ne parle même pas de ceux de la vague 3 !

Cela pose le problème souvent évoqué, qui est celui de la confiance dans l'État. Après la LPR (Loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur) dont on ne respecte plus les marches, après la bataille l'année dernière pour obtenir la compensation de la PSC (Protection sociale complémentaire) qui était pourtant is-

sue d'un accord avec tous les syndicats, après la compensation partielle du CAS (Compte d'affectation spéciale) Pensions ou la non-compensation des mesures Guerini… Cela commence à faire beaucoup.

Avez-vous eu un retour sur votre proposition d'états généraux de la jeunesse ? Pourriez-vous être à l'initiative ?

Nous avons reçu quelques marques d'intérêt, mais pas transformées du tout. Ensuite, nous ne souhaitons pas être l'organisateur, car pour nous, la jeunesse ne se résume pas au sujet de l'éducation et de l'enseignement supérieur. C'est un problème de logement, de précarité, de santé, de sport, de culture, etc. C'est la question de la place de la jeunesse dans la société. Ça ne peut donc être qu'une démarche interministérielle ou portée au plus haut niveau.



Lamri Adoui

Président @ France Universités

Président @ Université de Caen Normandie

Parcours

Depuis janvier 2025	France Universités Président
Depuis novembre 2020	Université de Caen Normandie Président
Depuis février 2026	Agence de mutualisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche (AMUE) Président du CA
Depuis mai 2017	École nationale supérieure d'architecture de Normandie (Ensa de Normandie) Président du CA
Depuis janvier 2013	Centre national de la recherche scientifique (CNRS) Directeur Laboratoire International Associé DYNAMICS
Depuis 2002	Université de Caen Normandie Professeur des universités
Décembre 2022 - janvier 2025	France Universités Membre du CA
Juillet 2015 - janvier 2020	Normandie Université Président de la Comue Normandie Université
Septembre 2008 - juillet 2016	CNRS Membre du Comité National du CNRS section 04
Juin 2012 - juillet 2015	Université de Caen Normandie Vice-Président Recherche
Septembre 2005 - janvier 2014	CEA, CNRS, ENSICAEN, Université de Caen Normandie Responsable Equipe UMR6252
Janvier 2009 - juin 2012	Université de Caen Normandie & ENSICAEN Directeur Ecole Doctorale SIMEM ED181
Juin 2008 - juin 2012	Université de Caen Normandie Président de la Commission des Personnels et des Habilitations
Juin 2007 - janvier 2009	Université de Caen Normandie & ENSICAEN Directeur-Adjoint Ecole Doctorale SIMEM ED181

1995 - 2002 **Université de Caen Normandie**
Maître de conférences

-

Établissement & diplôme

1995 - 1995 **Université Pierre et Marie Curie**
Docteur en physique atomique

Fiche n° 16143, créée le 20/02/2016 à 16:13 - MàJ le 19/11/2026 à 10:46

France Universités

Catégorie : Associations, réseaux

Général

Date de création	1971
Statut	Association loi 1901 reconnue d'utilité publique
Missions et objectifs	• Force de proposition et de négociation auprès des pouvoirs publics, des différents réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales. • Soutien aux présidents dans leurs nouvelles missions. • Promotion de l'Université française et de ses valeurs en France et à l'étranger.
Membres	Une centaine de membres votants (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.
Présidence	Bureau élu en janvier 2025 composé de : Président : Lamri Adoui (Université de Caen Normandie) Vice-présidents : • Hélène Boulanger (Université de Lorraine) • Jean-François Huchet (Inalco)

Chiffres clés

Personnels	• Une équipe permanente : 27 personnes. • Des conseillers et consultants : 7 personnes.

Fiche n° 1765, créée le 05/05/2014 à 12:19 - MàJ le 19/11/2026 à 10:46

© News Tank Éducation & Recherche - 2026 - **Code de la propriété intellectuelle :** « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »